

ILS NE DOIVENT PAS PAYER

Errant consterné parmi les décombres de Mexico, je méditais, optimiste: <<Au moins, maintenant on saura que le Mexique ne peut pas payer ses dettes, pas plus que les autres>>. Elles étaient là, parmi les cadavres, ces merveilles que le Sud achète au Nord, les blocs de réanimation de l'Hopital Général et les standards électroniques du Centre des Télécommunications, à jamais impayés, à jamais enfouis sous le béton.

Choc salutaire effectivement pour la communauté financière internationale. Le plan de rééchelonnement de la dette mexicaine avait l'an dernier atteint son objectif: diviser pour régner, isoler le Mexique (en lui accordant un traitement de faveur) des autres débiteurs lation-américains. Le tremblement de terre ne faisait que précipiter les choses, avec la menace de reconstitution de ce front des débiteurs, conduit cette fois par le bouillant président péruvien, Alan Garcia. Alors la conférence du FMI et de la Banque mondiale décide à Séoul de temporiser: <<Non, vous ne paierez pas tout de suite. A l'impossible nul n'est tenu>>. Mais au fond, doivent-ils payer ?

En fait, on en est de moins en moins sûr. Par exemple, quand on évalue la dette de la France, on considère souvent que nos avoirs sur le Tiers-Monde sont nuls parce qu'irrecouvrables... et on s'étonne que notre balance des paiements soit finalement rééquilibrée par le paiement du service de ces dettes. Tiens, ils paient quand même ?

Oui, mais au prix d'une baisse drastique (parfois 50%) de leur niveau de vie. Ils paient avec leur sang, au prix de la famine et de la ruine. Ne pas annuler officiellement leur dette, c'est se garder les moyens de les pressurer, comme Shylok exigeant sa livre de chair. Est-ce moralement (donc à terme politiquement) tenable ? Et même, est-ce économiquement raisonnable?

En fait, il y a deux sortes de dettes. Celle de l'argent dilapidé en biens de luxe, en armements, souvent pour maintenir au pouvoir des dictatures aujourd'hui déchuës. Les peuples brésiliens et argentins doivent-ils payer les armes de leurs bourreaux ? Il existe là-dessus une jurisprudence ancienne, celle des "dettes odieuses" (Sack, 1927): <<Si un pouvoir despotique contracte une dette pour fortifier son régime, cette dette tombe avec la chute de ce pouvoir>>. Quelle prime pour tout pays renversant sa dictature! L'Occident défend les Droits de l'Homme, n'est-ce pas ?

Et puis il y a la dette "productive", les investissements que les "Nouveaux Pays Industrialisés" ont réalisé à crédit dans les années 1970, à l'époque de l'argent facile, quand ils espéraient rembourser en vendant leurs produits à un Nord qui était encore en expansion (1). Mais, sans prévenir, la Banque Fédérale Américaine a renversé les règles du jeu. La stagnation au Nord ferme les débouchés du Sud. Encore les Etats-Unis se sont-ils récemment dévoués pour offrir au monde l'immense débouché de leur déficit. Mais, si le Sud devait rembourser sa

dette en 10 ans, grâce à ses exportations, il faudrait chaque année lui réserver la totalité de déficit américain, supposé maintenu à son niveau actuel. Imaginez la catastrophe pour l'Europe et le Japon ! Bref, le Tiers-Monde ne peut payer qu'en entraînant le reste du monde dans la dépression. Le plus raisonnable est de fixer une limite: qu'il consacre aux remboursements au plus 15% de ses exportations, et qu'il reprenne ses importations.

En 1930 aussi, l'Allemagne "devait payer" ses dettes de guerre. Mais elle aurait dû pour cela accaparer les débouchés des autres. On annula la dette. La Banque Fédérale Américaine n'y retrouverait pas ses comptes ? Mais c'est sa politique monétariste qui a déclenché la crise de l'endettement mondial. Crise qui a fait cent fois plus de morts que le tremblement de terre de Mexico...

Alain LIPIETZ

(1) Voir mon livre Mirages et miracles, ed. La découverte, et le n°99 de la Revue Tiers Monde.